

Déclaration

95/69

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION
DE
L'HONORABLE ROY MacLAREN,
MINISTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL,
DEVANT LE CONSEIL D'AFFAIRES CANADA-INDONÉSIE
RÉUNI POUR LE PETIT DÉJEUNER

TORONTO (Ontario)
Le 4 décembre 1995



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

Je suis ravi d'être parmi vous ce matin. Je remercie le Conseil d'affaires Canada-Indonésie de m'avoir invité à prendre la parole au petit déjeuner qu'il a organisé.

Comme le savent sans doute un grand nombre d'entre vous, je viens de rentrer d'Indonésie où j'ai eu le plaisir de diriger une mission de 25 sociétés canadiennes, qui mènent déjà des activités sur ce marché en pleine expansion ou qui cherchent à s'y implanter. Ma visite faisait partie de plusieurs événements qui ont marqué une année fructueuse dans les relations Canada-Indonésie.

Au cours de l'année écoulée, on a compté un nombre de visiteurs sans précédent dans les deux pays. En effet, il y a un an, le premier ministre a participé au Sommet de l'APEC [forum de Coopération économique Asie-Pacifique] à Bogor. Son voyage en Indonésie a été suivi par sept visites au Canada de ministres indonésiens et de cinq visites de ministres canadiens en Indonésie, notamment celle du secrétaire d'État (Asie-Pacifique) et celle du ministre des Transports, ce dernier étant accompagné d'une mission de 17 entreprises du secteur des transports.

Le 1^{er} juillet dernier, nous avons ouvert un consulat honoraire dans la deuxième ville d'Indonésie : Surabaya, dans la province de Java orientale, qui connaît le taux de croissance économique le plus élevé, en dehors de Djakarta.

Tous ces voyages transpacifiques prouvent que le Canada et l'Indonésie entretiennent déjà de solides relations bilatérales. Ce pays est notre plus grand marché pour les exportations de marchandises en Asie du Sud-Est. Nous prévoyons que le commerce bilatéral de biens dépassera 1,1 milliard de dollars cette année. En outre, nos exportations de services vers cette région occupent une place de plus en plus importante dans le commerce international, qui dépassera 100 millions de dollars cette année. L'Indonésie est également la destination la plus recherchée pour les investissements canadiens en Asie du Sud-Est, lesquels sont évalués à 6 milliards de dollars.

Le Canada a remporté des succès en Indonésie, comme d'ailleurs dans le monde entier. En fait, nos résultats pour ce qui est du commerce international n'ont jamais été aussi bons. Il y a cinq ans seulement nos exportations représentaient 25 p. 100 de notre PIB; selon les chiffres des six premiers mois de cette année, elles comptent maintenant pour 37 p. 100. C'est vraiment remarquable. Les bonnes politiques macro-économiques adoptées par toutes les sociétés canadiennes et les grands efforts qu'elles ont déployés sont en grande partie responsables de cette augmentation sans précédent des exportations. Le Canada a subi une transformation étonnante.

Au cours des 25 dernières années, l'Indonésie a aussi connu une extraordinaire transformation, appuyée par des taux de croissance économique élevés et stables d'environ 6,5 p. 100 par an. Cette

métamorphose de l'économie a été rendue possible par la détermination du gouvernement indonésien de libéraliser le commerce et les investissements. Les économistes prédisent maintenant qu'au cours des cinq prochaines années l'Indonésie sera parmi les dix économies les plus prospères du monde. Les Indonésiens disposant d'un revenu de classe moyenne sont déjà aussi nombreux que l'ensemble de la population du Canada.

Manifestement, l'Indonésie est un pays dynamique dont devraient de plus en plus tenir compte les stratégies commerciales d'un nombre croissant de sociétés canadiennes à la recherche d'occasions d'affaires en Asie.

L'importance de notre partenariat économique bilatéral est la raison pour laquelle le premier ministre Chrétien a fait de l'Indonésie l'une des principales destinations de sa mission Équipe Canada en Asie du Sud et du Sud-Est, laquelle est prévue pour le début de janvier.

La mission Équipe Canada du premier ministre constitue la plus grande délégation de gens d'affaires canadiens qui se soit jamais rendue en Indonésie. Elle comprend des centaines de représentants de petites et grandes sociétés canadiennes de premier plan.

Les membres de la délégation auront la possibilité de participer à la Conférence d'affaires Canada-Indonésie, qui se tiendra au moment de la visite du premier ministre. Cette conférence, que j'espère coprésider avec mon homologue indonésien, donnera un aperçu concret de la manière de faire des affaires en Indonésie. Elle portera sur les sept secteurs prioritaires suivants : les transports, l'énergie, les télécommunications, l'environnement, l'agro-alimentaire, l'éducation et les services financiers.

Le Canada et l'Indonésie sont très complémentaires. L'exploitation des ressources naturelles indonésiennes, en particulier minières, pétrolières, gazières et forestières, bénéficie depuis plus de 30 ans de la technologie et des investissements canadiens. Les énormes besoins de l'Indonésie en matière de création d'infrastructure à grande échelle dans les secteurs de l'énergie, des transports et des télécommunications cadrent parfaitement avec la capacité canadienne de les satisfaire. Les services environnementaux représentent aussi un domaine clé pour les sociétés canadiennes en Indonésie. Les Canadiens, grâce à notre programme d'assistance, ont aidé à formuler le cadre réglementaire environnemental, ce qui a entraîné en des débouchés spéciaux pour nos sociétés de services et d'ingénierie dans le domaine de l'environnement. Ces facteurs, et d'autres aussi, laissent présager une augmentation du commerce et des investissements entre nos deux pays.

En Indonésie, comme sur bien d'autres marchés, il est important qu'une société s'engage concrètement en établissant un bureau

local ou en formant une coentreprise avec un partenaire local. On compte déjà plus de 100 entreprises canadiennes qui sont représentées en Indonésie sous une forme ou une autre, et il y en a de nouvelles qui s'implantent sur ce marché tous les mois.

Bien qu'on prête souvent plus d'attention aux grandes entreprises, la présence canadienne en Indonésie ne se limite pas aux sociétés de renommée mondiale. Les petites et moyennes entreprises (PME) qui possèdent des compétences pointues dans les nouvelles techniques et dans les services spécialisés y mènent aussi des activités.

En fait, les PME sont en grande partie responsables de l'augmentation de 200 p. 100 du nombre de gens d'affaires canadiens qui s'adressent à notre ambassade à Djakarta. Plusieurs de ces sociétés essaient de créer des coentreprises ou de conclure des ententes en matière de transferts de technologie avec leurs homologues indonésiens.

Pour multiplier ces jumelages d'entreprises, nous favorisons le raffermissement des activités de promotion du commerciale de même que des programmes novateurs d'assurance et de financement des exportations. Le Bureau de l'expansion commerciale Canada-Indonésie, projet mis en marche par l'Association des exportateurs canadiens avec l'appui de l'Agence canadienne de développement international, aide les entreprises canadiennes à conclure des ententes en matière d'investissement et de technologie grâce au travail de conseillers résidents, qui ont leurs bureaux au « BKPM » [Office de coordination des investissements] et au BPPT [Agence de technologie et de recherche appliquée].

Pour sa part, la Société pour l'expansion des exportations, la SEE, a élargi ses programmes de prêts pour y inclure non seulement les opérations d'État à État mais aussi l'appui aux marchés du secteur privé du Canada et le financement de gros projets d'immobilisation.

En mai 1995, la SEE a signé avec la Banque de l'Indonésie Umum Nasional, la première ligne de crédit pour le secteur privé, qui, je l'espère, marque le début d'une série. Ce mécanisme, qui permet d'appuyer des transactions d'une valeur de 100 000 dollars ou plus, revêt une importance particulière pour les PME canadiennes et indonésiennes qui doivent financer leurs exportations. Un certain nombre de transactions sont déjà en chantier. Elles viendront s'ajouter au volumineux portefeuille de la SEE en Indonésie, qui a représenté un appui au financement de plus de 800 millions de dollars depuis 1970.

Nous travaillons également en étroite collaboration avec le gouvernement indonésien afin de conclure un certain nombre d'accords bilatéraux importants pour favoriser les liens

interentreprises. Les négociations sont en cours en vue de la conclusion d'un accord de protection des investissements étrangers, qui assurera une plus grande sécurité aux investisseurs canadiens et aux entreprises indonésiennes qui investissent au Canada.

Aujourd'hui, en Indonésie, nous avons commencé à négocier un accord sur les services aériens. Cet accord permettra d'introduire une liaison directe entre nos pays, liaison assurée, du côté canadien, par Air Canada.

D'autres accords visant, en particulier, l'inspection des produits de la pêche, la géomatique et la coopération technique nucléaire, en sont aux dernières étapes des pourparlers.

La coopération entre le Canada et l'Indonésie se manifeste aussi clairement au sein des forums multilatéraux et régionaux, comme l'Organisation mondiale du commerce [OMC], l'ASEAN [Association des nations de l'Asie du Sud-Est] et l'APEC.

Au sein de ces organisations, en particulier, le Canada et l'Indonésie se sont engagés à libéraliser davantage les échanges commerciaux et les investissements. En tant que membres de l'Organisation mondiale du commerce, nous appuyons la réglementation du commerce et des investissements multilatéraux. Nos économies étant axées sur les échanges et tributaires d'un système de libéralisme commercial, nous cherchons à renforcer l'engagement international envers une libéralisation accrue du commerce, un meilleur accès à nos produits et services et une coopération visant à faciliter le commerce et les investissements.

La semaine dernière, j'ai accueilli, lors d'une réunion tenue à Vancouver, 10 ministres du commerce de quelques-uns des principaux pays de taille moyenne, membres de l'OMC. Le ministre indonésien du commerce, M. Joedono, a participé activement à la réunion, qui a permis de commencer à préparer la première conférence ministérielle de l'OMC, dont la tenue est prévue en décembre 1996 à Singapour.

La réunion de Vancouver suivait de près les réunions fructueuses des ministres et des leaders de l'APEC, qui se sont déroulées à Osaka le mois dernier. À cette réunion, nous avons pu réaffirmer notre engagement à l'endroit de la vision formulée par les leaders de l'APEC à Bogor l'année précédente, selon laquelle les économies membres se sont engagées à libéraliser le commerce dans la région de l'Asie-Pacifique d'ici l'an 2010 et l'an 2020.

À Osaka, nous avons adopté un Programme d'action qui tient compte de la préférence asiatique pour des négociations douces ou pour un processus consensuel. Le Programme a deux volets – une série de principes qui serviront de guide pour la réalisation de la

vision de Bogor et une méthode permettant aux membres de libéraliser le commerce dans la région.

Dans un premier temps, les membres de l'APEC élaboreront des programmes individuels de libéralisation, qui seront examinés par les autres membres l'année prochaine et annoncés aux prochaines réunions des ministres et des leaders de l'APEC, à Manille, en 1996. La mise en oeuvre est prévue pour le 1^{er} janvier 1997.

En outre, nous avons créé à Osaka le Conseil consultatif des gens d'affaires de l'APEC, organe permanent qui garantira la participation continue du secteur privé à l'APEC.

Les gens d'affaires ont été le principal moteur de l'insistance sur la libéralisation commerciale et économique dans toute la région de l'APEC, y compris l'Indonésie. Nous devons également veiller à ce que, du côté pratique, les gens d'affaires réagissent efficacement à la myriade de nouveaux débouchés commerciaux que leur offrent l'Asie du Sud-Est et l'Amérique du Nord.

Votre conseil de gens d'affaires, en tant que groupe bilatéral, témoigne de l'expansion du partenariat économique entre le Canada et l'Indonésie, et peut jouer un rôle important à cet égard en fournissant le lien essentiel entre nos gens d'affaires. Vous pouvez également répandre la bonne nouvelle, à savoir que l'Indonésie a adopté un programme permanent de privatisation et récemment des mesures de réforme économique, et qu'elle a levé les obstacles à l'accroissement du commerce et des investissements. Ce sont là non seulement des preuves tangibles de la volonté de l'Indonésie de réaliser les objectifs de l'OMC et de l'APEC, qui sont de libéraliser le commerce et les investissements, mais aussi des éléments importants dont les entreprises canadiennes doivent tenir compte dans leur stratégie commerciale pour l'Asie.

Je vous suis reconnaissant de m'avoir permis de vous rencontrer ce matin. J'attends avec impatience de retourner en Indonésie le mois prochain avec le premier ministre Chrétien et l'Équipe Canada pour assister à la signature de plusieurs marchés qu'un grand nombre d'entre vous avez négociés sur le marché indonésien.

Merci.